SUD OUEST

Charente-Maritime
Jeudi 22 mai 2025 / sudouest.fr / 1,60 €

SAINT-PALAIS-SUR-MER

Un vent nouveau souffle sur l'avenue la plus touristique de la ville P. 23

FANNY BLANCHARD

Avec votre journal

Chaque jeudi, votre cahier spécial Éco & Entreprises

SAINT-JEAN-D'ANGÉLY

Les confidences de l'ancien spationaute Patrick Baudry P. 11

PÉRIGNY

Corps calciné : le suspect interpellé

Le quinquagénaire a été retrouvé dans la Creuse. Il est suspecté d'être l'auteur du meurtre d'une femme retrouvée samedi brûlée vive à Périgny. Il s'agirait du compagnon de la victime. P. 6

Le corps de la femme calcinée avait été découvert sous des palettes de morceaux de bois, samedi dernier. JEAN-CHRISTOPHE SOUNALET / SO

ARCHIVES XAVIER LÉOTY / SO

AGGLO DE LA ROCHELLE

À la rentrée, le réseau de bus servira mieux la périphérie P. 15

DRAME À ARCACHON

Un enfant meurt après un accident de bateaux P. 5

SANTÉ

Mortalité infantile : une hausse, des questions P. 2 à 4

40 Quai de Brazza 33100 Bordeaux
R 40450 05220 1.60€ - 0522

Éco & Entreprises

L'actualité économique des territoires décryptée par SUD OUEST et placéco

NOTRE DOSSIER

Souveraineté numérique : Cheops Technology organise la « résistance » face aux États-Unis

Cette semaine, « Éco & Entreprises » s'intéresse à la souveraineté de la France vis-à-vis de la tech américaine. Le point avec deux poids lourds régionaux, Cheops Technology et Sellsy (en page 2)

Pascal Rabiller
p.rabiller@sudouest.fr

« Sur le hardware – la construction de matériel informatique, ordinateurs, serveurs, etc – au plan mondial, il n'y a plus de match ! Deux constructeurs américains, Hewlett-Packard (HP), d'un côté et Dell de l'autre, trustent le marché, loin devant Microsoft. Après, on trouve le Chinois Lenovo, premier constructeur d'ordinateur au monde. Il n'y a rien à faire dans le hardware pour nous, Européens. C'est trop tard. »

« Il n'y a rien à faire dans le hardware pour nous, Européens. C'est trop tard »

Quand on le lance sur le sujet de la souveraineté numérique, voilà ce que constate Nicolas Leroy-Fleuriot, PDG du groupe girondin Cheops Technology (750 collaborateurs, 202 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel). Mais, concernant les logiciels, il tempère : « En software, avec le géant allemand SAP, nous montrons que nous, Européens, sommes capables de rivaliser avec les USA. En France, nous avons des logiciels de gestion des entreprises en open source [logiciels libres au code source ouvert, NDLR] qui sont capables de faire aussi bien qu'eux. »

« Pas une fatalité »

Par ailleurs, le dirigeant acte aussi l'ultradomination américaine concernant les suites collaboratives, ces logiciels et outils que particuliers, entreprises, collectivités, utilisent au quotidien : « Dans ce domaine, nous sommes dépendants à 100 % de deux acteurs américains : Google avec la suite Gmail et Microsoft avec la suite Microsoft 365. » Cependant, il poursuit : « Notre dépendance sur ce sujet n'est pas une fatalité pour l'Europe. »

Une idée, une ligne que le dirigeant bordelais a voulu transformer en stratégie de développement pour Cheops Technology, groupe expert des infrastructures informatiques sécurisées. En 2023 son groupe a lancé le service Mail In France avec une promesse : proposer une solution souveraine compatible avec Outlook, sécurisant les mails entrants et sortants (antivirus, antispam), via une interface unique permettant d'accéder à toutes les fonctions utiles : mail, visioconférence, etc.

Alors qu'il a lancé Mail In France, une suite collaborative concurrente à celle du géant américain Microsoft, Nicolas Leroy-Fleuriot pose, avec sa chienne baptisée… « Google », au cœur du siège social de Cheops Technology. THIERRY DAVID / SO

La menace du « Cloud Act » ?

« J'ai beaucoup embêté mes équipes lors de sa mise au point car je voulais que, pour nos clients, choisir Mail In France soit indolore, reconnaît le dirigeant. À coût constant, je voulais qu'ils puissent passer à une solution qui protège leurs données sensibles, leurs échanges, leurs stratégies sans rompre avec leurs habitudes d'utilisation des suites Google ou Microsoft. »

Il faut dire que les suites logicielles de Google ou Microsoft hébergent nos données dans un cloud quasi uniquement américain, soumis au « Cloud Act ». Cette loi fédérale de 2018 permet aux autorités judiciaires américaines d'accéder – sous couvert de « risque de sécurité » – à toutes les données hébergées.

« C'est dangereux pour nos entreprises, surtout si elles font de la recherche et développement, si elles ont des brevets à défendre et/ou ont des concurrents américains. Le "risque de sécurité" est une notion trop large, surtout en ces temps de l'"America First" de Trump ["L'Amérique d'abord", NDLR]. Nos PME et ETI n'en ont pas toujours conscience alors qu'il existe des alternatives », rappelle Nicolas Leroy-Fleuriot. Mail In France en est une. « Made in » Nouvelle-Aquitaine.